

**Cher Ami,**

Alors que le retour de la croissance passe par de nouveaux investissements privés et une augmentation du nombre des emplois marchands, le Président de la République annonçait le 15 janvier 2009 que l'Etat allait "injecter" 65 milliards d'Euros d'argent public dans l'économie, sans préciser son financement !

Le 22 juin 2009, Nicolas Sarkozy annonçait que le gouvernement financera son plan de relance économique par un nouvel emprunt d'Etat ! Faut-il encore augmenter la dette publique, 70% de notre PIB, fardeau qui pèse sur les citoyens français ?

Au lieu de prélever puis dépenser de l'argent public dans un plan de relance à court-terme, notre gouvernement doit s'appuyer sur les initiatives des Français pour relancer la création d'entreprises et développer les PME et TPE, qui emploient 60% des salariés et représentent un fort potentiel de croissance.

**De nombreux experts en économie démontrent que le gonflement des dépenses publiques est inefficace contre la récession en cours. Ils ont signé la pétition en faveur d'une croissance durable**, fondée sur l'approfondissement de la réforme de l'Etat, une baisse des dépenses publiques, une baisse des impôts aux particuliers et aux entreprises, afin de laisser à chacun plus d'argent pour entreprendre et investir.

**La hausse des dépenses publiques ne permettra pas une relance durable de l'économie ; le gouvernement doit s'appuyer sur les initiatives des Français pour la relance.**

**Faites connaître votre point de vue au gouvernement :**

**Signez la pétition !**  
**[www.relancedurable.fr](http://www.relancedurable.fr)**

**Diffusez cette pétition sur Internet !**  
**Et faites le savoir en écrivant à: [collectif@relancedurable.fr](mailto:collectif@relancedurable.fr)**

**Le Collectif pour une relance durable**

**Site : [http://www.relancedurable.fr/collectif\\_relance\\_durable.php](http://www.relancedurable.fr/collectif_relance_durable.php)**

**E-mail : [collectif@relancedurable.fr](mailto:collectif@relancedurable.fr)**

“65 milliards d'euros seront progressivement injectés dans l'économie.”

Nicolas Sarkozy, le 15 janvier 2009

# Avec tout le respect dû à votre fonction Monsieur le Président, ce n'est pas vrai.

Dès lors que l'Etat doit financer ses dépenses publiques, ces milliards d'euros ne sont pas injectés mais simplement redistribués. Chaque centime que l'Etat dépense, il doit d'abord soit le prélever par l'impôt sur les activités de nos concitoyens, soit l'emprunter au détriment des investissements des entreprises. Puisque l'Etat ne fait que redistribuer de l'argent, nous, signataires, ne croyons pas que l'envolée des dépenses publiques soit efficace contre la récession en cours – pas plus qu'elle n'a permis de sortir les États-Unis des années 1930 de la dépression, ou n'a sauvé l'économie japonaise dans les années 1990.

Pour favoriser le retour de la croissance, notre gouvernement doit plutôt permettre à tous de conserver le fruit de leur travail, d'épargner, d'investir et d'entreprendre. Réduire le fardeau fiscal de tous les particuliers et des entreprises, simplifier la réglementation du travail et réformer l'État pour diminuer la dépense publique sont les bonnes façons de relancer la croissance.

JEAN-PIERRE CENTI, Professeur en Sciences Économiques, Université Paul-Cézanne

PIERRE CHAIGNEAU, Président, Éclairages Économiques

JEAN-YVES NAUDET, Professeur en Sciences Économiques, Université Paul Cézanne

HENRI LEPAGE, Président, Institut Turgot

JÖRG GUIDO HÜLSMANN, Professeur en Sciences Économiques, Université d'Angers

MICHEL DE PONCINS, Président, Catholiques pour les Libertés Économiques (CLE)

PASCAL SALIN, Professeur Émérite, Université Paris-Dauphine

DR NOUH EL HARMOUZI, Project Manager, Atlas Economic Research Foundation

JACQUES DE GUENIN, Président, Cercle Frédéric Bastiat

EMMANUEL MARTIN, Docteur ès Sciences Économiques, Un Monde Libre

JEAN-MARC DANIEL, Professeur d'Economie, ESCP Europe

VÉRONIQUE DE RUGY, Senior Research Fellow, Mercatus Center at George Mason University

PHILIPPE LACOUDÉ, Vice-President, Algonkian Technologies Inc

FRÉDÉRIC SAUTET, Senior Research Fellow, Mercatus Center at George Mason University

VINCENT BÉNARD, Président, Institut Hayek

PIERRE GARELLO, Professeur en Sciences Économiques, Université Paul Cézanne

SERGE SCHWEITZER, Professeur de Sciences Économiques, Université Paul Cézanne

CHARLES ARNOUX, Directeur des études du Magistère Journalisme-Communication-Économie, Université Paul Cézanne

MATHIEU LAINE, Avocat, Maître de conférences en philosophie politique, Sciences-Po

BERTRAND LEMENNICKIER, Professeur de Droit et Sciences Économiques, Université Paris II Panthéon-Assas

GUY PLUNIER, Co-fondateur et Secrétaire Général, Catholiques pour les Libertés Économiques (CLE)

MAX FALQUE, Délégué général, International Center for Research on Environmental Issues

NICOLAS LECAUSSIN, IREF, Junior Entrepreneur

CÉCILE PHILIPPE, Directrice, Institut Économique Molinari

PHILIPPE SIMONNOT, Directeur, Observatoire de l'Économie Méditerranéenne

BERNARD ZIMMERN, Président, Institut Français pour la Recherche sur les Administrations et les Politiques Publiques

ANTHONY DE JASAY, économiste, philosophe

CHRISTIANE CHAVANE, Chef d'entreprise, CERESCO

YVES MONTENAY, Président, Institut Culture Économie et Géopolitique

EMMANUEL SALA, Co-fondateur et dirigeant associé, Seralia

DOMINIQUE AUGÉY, Professeur en Sciences Économiques, Université Paul-Cézanne

# Qui sommes-nous ?

Le Collectif pour une relance durable regroupe des associations et des acteurs de la société civile qui souhaitent la mise en œuvre des mesures les plus à même de relancer durablement la croissance.

Le collectif est indépendant de tout parti politique, ne cherche à favoriser aucune formation.

Déterminé à faire entendre une voix différente de la pensée conformiste sur les solutions actuellement appliquées pour faire face à la crise économique, le Collectif a pour objectif de peser dans le débat d'idées trop peu ouvert à la controverse, notamment dans les médias.

Grâce à une pétition ouverte aux experts de l'économie française et à ses principaux acteurs, le collectif entend recentrer ce débat sur les vrais moyens de favoriser le retour à la croissance.

 <p><b>CONTRIBUABLES ASSOCIÉS</b> Contre l'oppression fiscale la pression des contribuables</p> <p><a href="#">Contribuables Associés</a></p>	 <p><b>Responsabilité Liberté</b> <a href="#">Institut Turgot</a></p>
 <p><b>iFRAP</b> Le Think Tank de la Société Civile</p> <p><a href="#">Institut Français pour la Recherche sur les Administrations et les Politiques Publiques</a></p>	 <p><b>La société civile En action</b> <a href="#">Réunion du Lundi</a></p>
 <p><b>Liberté Chérie</b> <a href="#">Liberté Chérie</a></p>	 <p><b>éclairages économiques</b> <a href="#">Éclairages Economiques</a></p>
<p><a href="#">Catholiques pour les Libertés Économiques</a></p>	<p><a href="#">L'Observatoire de l'Économie Méditerranéenne</a></p>

## Contact

E-mail : [Collectif@relancedurable.fr](mailto:Collectif@relancedurable.fr).

Téléphone : +33 670 55 94 69.